

CILSS : missions et domaines d'intervention

Le CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse) a été choisi comme bras technique de la CEDEAO pour la mise en œuvre du volet Prévention et gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles du programme Régional d'Investissement Agricole.

Le CILSS a son siège à Ouagadougou et dispose de deux (02) institutions techniques spécialisées : le Centre Régional AGRIMET (CRA) basé à Niamey et l'Institut du sahel (INSAH) basé à Bamako.

Ses activités sont coordonnées par trois Programmes régionaux d'Appui (PRA) dont le PRA Sécurité Alimentaire, Lutte contre la désertification, le PRA Accès aux Marchés et le PRA Maîtrise de l'Eau.

En matière de sécurité alimentaire, les actions menées portent, entre autres, sur l'alerte précoce, l'identification des zones à risques, la prévention et la gestion des crises alimentaires, le ciblage des populations vulnérables, l'aide à la décision notamment la vulgarisation agrométéorologique permettant de fournir des avis et conseils aux producteurs (OP) pour les aider à mieux piloter leurs activités agricoles et pastorales en fonction du temps.

Sur le plan de la gestion des ressources naturelles, les actions portent notamment sur la gestion durable des terres, la gestion des catastrophes naturelles, l'appui des acteurs en matière d'adaptation face aux changements climatiques, le renforcement des capacités en matière de cartographie et de SIG (système d'information géographique).

En matière d'accès aux Marchés, les principales activités portent sur la mise en place de systèmes d'information sur les marchés (SIM), la mise en réseau des producteurs avec les commerçants à travers une concertation annuelle sur les opportunités des échanges, etc.

Concernant la maîtrise de l'eau, on peut relever les actions sur la gestion intégrée des ressources en eau, la promotion de la petite irrigation, etc.

Depuis sa création en 1974, le CILSS menait ses activités dans neuf (9) pays (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Mais depuis 2006, ses activités ont été étendues dans tous

les pays de l'UEMOA et de la CEDEAO (17 pays au total) où il transfère tous les outils et méthodes développés en interne ou en partenariat avec d'autres institutions.

Sur le plan du renforcement des capacités, des techniciens et ingénieurs en protection des végétaux, en agrométéorologie, en hydrologie et en instruments électroniques sont formés à travers une formation de base. Des séances de formations continues sur toutes les thématiques ci-dessus citées sont organisées, de même que des masters sur des thématiques nouvelles et d'activités.